

## DÉFIS AU SOMMET

**Le G8 aura lieu du 1er au 3 juin à Évian. De quoi s'agit-il au juste? éléments de réponses, tandis que la tension monte à Genève et à Lausanne.**

Cette fois, il y a le feu au lac. Et, malheureusement, ce n'est pas une boutade. G8. Sur l'Arc lémanique, ces deux lettres sont sur toutes les lèvres. Objet des pires craintes, véritable cauchemar obsessionnel des commerçants surtout, mais aussi des politiques et même des simples citoyens.

Il faut dire qu'il y a de quoi avoir peur. Du 1er au 3 juin, le sommet annuel du G8 aura lieu à Evian. Pour l'occasion, la petite cité thermale savoyarde sera transformée en forteresse inexpugnable. Conséquence: les contre-manifestations - suspectées d'ultralibéralisme, les réunions du genre attirent sur place une foule grandissante d'opposants - se dérouleront d'abord sur sol helvétique, à Genève et à Lausanne. Avec toute la casse que cela suppose... Si tout le monde parle du G8, qui sait au juste de quoi il s'agit? Historiquement, la première rencontre a eu lieu en 1975 à Rambouillet en France, à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing. Son but: réunir en petit comité les dirigeants des Etats les plus riches du globe, pour discuter de façon informelle des problèmes internationaux (à l'époque dominés par la crise pétrolière). Participent à cette première: les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, le Japon, l'Italie et la France, bien sûr. Ces pays seront rejoints par le Canada l'année suivante, puis par la Russie en 1998. L'UE, pour sa part, a un statut d'observateur. A l'origine ciblé sur les questions économiques, monétaires et financières, le sommet s'est au fil du temps élargi à d'autres domaines tels que la mondialisation. A Evian, l'après-guerre en Irak dominera évidemment les débats. Même si Jacques Chirac a émis le souhait que ce grave sujet n'éclipse pas les thèmes traditionnels du G8.

*François Mauron*

## Sommet parallèle

$8 + 12 + 1 = 21$ . Le 1er juin, en marge du G8, Evian abritera un autre sommet, informel, rassemblant 21 chefs d'Etat. En effet, soucieux d'élargir le cercle des participants, Jacques Chirac a invité, pour une rencontre avec les «Huit», les membres du Nepad (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique): Maroc, Egypte, Algérie, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud, ainsi que d'autres pays émergents (Inde, Chine, Malaisie, Mexique, Brésil, Arabie Saoudite). La Suisse sera également de la partie, en sa qualité de voisin. Son porte-parole: le président Pascal Couchepin. Qui pour l'occasion doit renoncer au tête-à-tête - prévu à la même heure - avec George Bush. Ce sommet, qui devrait permettre des échanges assez libres, ne débouchant pas forcément sur des décisions concrètes, réunira encore deux représentants de l'UE et Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU.

*fm*

## «NOUS SERONS PRÊTS À TOUT»

**En matière de sécurité, le fédéralisme pose de nombreux problèmes... Le point avec Pierre Aepli, patron de l'organisation du G8 en Suisse.**

«La liberté de mon poing s'arrête où commence le nez de mon voisin.» Pierre Aepli a une manière bien personnelle de signifier que si le droit à la libre expression existe, cela ne doit pas être au détriment d'autrui. Mais l'homme ne se berce pas de douces illusions. Président du comité directeur qui coordonne l'organisation du G8 en Suisse, il sait bien que le week-end de l'Ascension va être chaud sur les bords du Léman.

La raison: les différentes actions symboliques d'opposition prévues à Lausanne comme la grande manifestation transfrontalière du 1er juin entre Genève et la France ne vont pas rassembler que des gens bien intentionnés. Suisses ou étrangers, les casseurs seront au rendez-vous. Pour les forces de sécurité, il s'agira de «circonscrire les problèmes» rapidement, avant que ça ne dégénère. Efficacité. Tel est le maître mot du côté de la police. Le hic, c'est qu'en Suisse rien n'est simple. «Jaloux de leurs prérogatives, les cantons sont souverains sur leur territoire en matière de sécurité.» Et l'ancien commandant de la police vaudoise de regretter l'absence d'une structure centralisée, ne serait-ce que pour accélérer la prise de décision... A sa place, un système de coordination. Qui «fonctionne plutôt bien. Même si ça demande un peu plus d'efforts que d'habitude.» Sur le terrain, les polices des cantons concernés (VD, GE et VS) seront renforcées par d'autres corps cantonaux, ainsi que par l'armée (5600 soldats). Grosso modo, ce sont quelque 9000 personnes qui seront engagées du côté helvétique. Mais la grande inconnue, c'est le nombre de manifestants. Pierre Aepli l'estime à 200000, sur la base d'observations antérieures. «Mais sans garantie.» La plupart d'entre eux sont bien sûr pacifiques. Néanmoins, «ils peuvent aussi mener des actions entraînant l'intervention des forces de l'ordre. Par exemple en barrant les axes de transit des délégations gouvernementales. Et ce genre de

situation peut s'avérer délicate.» Quant aux citoyens lémaniques, ils devront adapter leur comportement à l'événement. Et prendre certaines précautions. «Il y aura forcément des perturbations, des incidences sur la vie quotidienne, vraisemblablement des actes de violence. Mais qui devraient cependant demeurer dans une mesure acceptable», assure Pierre Aepli.

*François Mauron*

### **Combien ça coûte?**

37,6 millions de francs. Pour Vaud, Genève et le Valais, la facture sécuritaire du G8 est plutôt coquette! La Confédération leur rétrocédera toutefois 14 millions, répartis selon les charges. Avec un budget à 12 millions, Vaud se taille la part du lion et recevra en retour 8,3 millions. A Genève, les coûts sont estimés à 6,2 millions, dont 4,2 seront remboursés. Le Valais payant 2,4 millions, dont 1,4 versé par Berne. Enfin, la Suisse recevra en dédommagement quelque 18 millions de francs de la France.

*fm*

### **«CE N'EST PAS LA PANIQUE»**

**L'Arc lémanique s'apprête à vivre le G8 en direct. Le point avec Micheline Spoerri, conseillère d'Etat genevoise, et Daniel Brélaz, syndic de Lausanne.**

Jamais, peut-être, le bout du lac Léman n'avait connu pareille ébullition. Un maire qui, à l'instar de son homologue vaudois (voir ci-dessous), demande l'annulation du sommet d'Evian. Une lettre incisive du Conseil d'Etat au Conseil fédéral qui sème la zizanie entre le canton et la Confédération. Genève a beau être rompu aux conférences à risques, le G8 soulève visiblement l'inquiétude.

«C'est la première fois que Genève est confronté à un si grand défi», confirme Micheline Spoerri, 57 ans, ministre de la Justice, Police et Sécurité depuis 2001. Principal problème: dans ce climat international exacerbé, impossible d'apprécier exactement le nombre de manifestants qui viendront dans la région. Une certitude: la police cantonale a besoin de renforts. Or, les garanties de la Confédération concernant la sécurité de la population ont été longues à obtenir. «Mais aujourd'hui, elles sont là; la suite peut être envisagée de manière plus sereine», poursuit la conseillère d'Etat. Qui estime que la population genevoise est partagée quant au G8: «Certains ont eu peur, notamment en raison du flou qui a régné jusqu'au début mai. Et, chose normale, les commerçants sont sous tension. Car il y a eu de violents précédents, notamment le 29 mars dernier lors de la manifestation anti-OMC. Cela dit, globalement, je n'ai pas l'impression que l'inquiétude de la population soit à la mesure de ce qu'on pourrait trouver dans les médias», fait-elle remarquer. Personnellement, Micheline Spoerri ne voit pas la réunion d'Evian d'un mauvais oeil. «Il est important que les nations riches prennent langue avec des pays émergents en grande difficulté. Ce genre de rencontre pourrait jouer à l'avenir un rôle déterminant pour rétablir un équilibre dans le monde», conclut-elle.

*fm*

### **«La Suisse est considérée comme une poubelle»**

Annuler le G8, ni plus ni moins! Tel est le sens de la missive que la Municipalité de Lausanne a envoyée à Berne. «Qui n'a pas jugé bon de transmettre plus loin, à Paris», souligne Daniel Brélaz, syndic de Lausanne. Même si les risques ont diminué avec la fin de la guerre en Irak, le sommet va attirer nombre d'altermondialistes désireux de venir dire leur fait à George Bush. Seulement voilà, Evian est un nid d'aigle. Inaccessible. Du coup, ce sont les voisins qui pourraient déguster. Fort bien. Mais de quel droit Lausanne aurait-elle voix au chapitre? «Celui du plus sage», répond le syndic qui estime que «dans cette affaire, la Suisse est considérée comme une poubelle». Aucune plus-value économique à espérer des manifestants, qui ne vont guère consommer; et s'il y a de la casse, cela va ternir l'image de la région, poursuit-il. En précisant qu'il n'est pas opposé sur le fond à l'existence du G8, «quand bien même c'est devenu un berceau de l'ultralibéralisme».

### **«C'EST DEvenu UN FOURRE-TOU»**

**Acquis au principe du G8, Claude Smadja estime néanmoins que ce sommet a besoin d'un sérieux lifting. Explications.**

**Coopération.** *A propos du G8, on parle souvent des sept pays les plus riches du monde, accompagnés par la Russie. Cela correspond-il à la réalité?*

**Claude Smadja.** Non. Ça traduit une réalité qui existait dans les années 70 et 80, mais qui n'est plus celle du XXI<sup>e</sup> siècle. Des pays très importants comme la Chine n'en font pas partie. Par ailleurs, destiné à traiter des problèmes essentiellement économiques, le G8 est devenu une sorte de fourre-tout qui aborde une foule de sujets pour faire sérieux. Autre problème: en raison d'un agenda

surchargé, le temps réel de discussions se limite à quelques heures. Au G8, tout est ficelé à l'avance (notamment la déclaration finale)...

*Sur quels critères s'était-on basé pour désigner ses membres lors de la fondation?*

Il s'agissait à l'époque d'organiser un séminaire informel entre les pays économiquement les plus puissants du globe. Aujourd'hui, on peut raisonnablement se demander si l'Italie a sa place au sein du groupe. Et pourquoi quatre pays européens plutôt qu'un représentant de l'UE? Enfin, à la fin des années 90, pour des raisons politiques, la Russie a été incluse sans l'être réellement: présente dans certains débats, elle n'a aucun poids dans les questions de coordination de politique économique.

*La Suisse apparaît comme un pays très riche. Pourquoi ne fait-elle pas partie du G8?*

Elle est un pays riche sur le plan du PIB par habitant. Mais avec ses 7 millions d'habitants, sa masse économique ne compte pas à l'échelle globale. Ainsi, en comparaison, le Japon a un PIB de 5000 milliards de dollars, les Etats-Unis de 10000 milliards de dollars, et la Suisse de 200 milliards de dollars seulement...

*Le G8 a-t-il un pouvoir de décision réel?*

Théoriquement, oui. Mais en fait, ça n'est pas vraiment le cas. Ses décisions ressemblent à une suite de voeux pieux, qui ont peu d'impact sur la réalité concrète. Certaines décisions du G8 ont eu une portée pratique, comme, au Sommet de Tokyo en 2000, l'initiative devant permettre aux pays en développement de combler le fossé numérique. Mais les exemples demeurent rares.

*Que penser de la volonté de Jacques Chirac d'ouvrir la réunion à des pays africains et émergents?*

On a déjà assisté à ce genre d'initiative lors de précédents sommets, ce n'est pas une nouveauté. Ces gestes de bonne volonté dénotent le malaise sous-jacent des participants qui se rendent compte que la formule du G8 est obsolète. Mais ces ouvertures, symboliques, restent généralement sans suites.

*Votre avis personnel sur le G8?*

Je suis partisan du face-à-face direct entre deux personnes; c'est par ses gestes, son attitude, qu'on peut évaluer l'engagement de quelqu'un. Aussi le G8 pourrait-il avoir son utilité. Mais pour cela, il faut le remanier, en associant certains pays qui comptent du point de vue de leur population, de leur impact politico-économique. Par ailleurs, il s'agit de recréer un contexte de vraies discussions, où les dirigeants, se rencontrant seuls, confrontent réellement leurs perceptions, leurs opinions.

*Propos recueillis par François Mauron*

## **Fin analyste**

Autrefois journaliste à la TSR, puis directeur général du World Economic Forum, Claude Smadja, 57 ans, est un fin analyste de la politique et de l'économie mondiale. En 2001, il a fondé Smadja & Associates, son propre cabinet de conseil stratégique, basé à Nyon (VD). Ses clients: sociétés internationales et autres organismes gouvernementaux étrangers.

*fm*

## **REGARDS CROISÉS SUR LE G8 DE DEUX CONSEILLERS NATIONAUX**

### **Jean-Philippe Maitre, conseiller national (PDC/GE)**

«Aujourd'hui, la politique internationale se déroule à l'échelle multilatérale. Les enjeux sont devenus complexes, les différents chefs d'Etat doivent se concerter davantage afin d'établir une meilleure coopération. Dans cette optique, le G8 est une plateforme intéressante, d'autant plus qu'on y associe toujours plus les pays en développement. Cela confère une légitimité supplémentaire à cette réunion, car la plupart des problèmes mondiaux se déroulent dans ces Etats. Je comprends les réticences des altermondialistes: les gens ont besoin d'espace, mais aussi de racines. Il appartient aux protagonistes du G8 ne pas l'oublier, et de ne pas gommer la notion d'identité.»

*fm*

### **Josef Zisyadis, conseiller national (POP/VD)**

«Tenant les citoyens à l'écart des débats, ne disposant d'aucun fondement ni même de soutien populaires, le G8 est illégitime. Pis, la réunion de ces pays autoproclamés les plus riches du monde abrite des discussions qui n'ont rien d'informelles. Elles sont au contraire décisionnelles, et pèsent sur la destinée de la planète. D'où l'impérative nécessité d'un contre-pouvoir, qui parle au nom des peuples. Le sommet d'Evian survient par ailleurs dans une ambiance très particulière: les chefs d'Etat vont saisir ce prétexte pour mettre un point final à la guerre en Irak, alors que celle-ci a été déclenchée au mépris du droit international.»

*fm*